

The Parties having noted their differing opinions in the interpretation of Article 7.01 of the Convention, have agreed to clarify and harmonize its wording.

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

**Article 1 Definitions**

The definitions contained in the Convention will apply to this Amendment, except if the context of this Amendment indicates clearly the contrary.

**Article 2 Article 7.01 of the Convention**

Article 7.01 of the Convention shall read as follows:

"The calculation basis of the proportional mining royalty paid in cash or in kind is equal to the value of the hydrocarbons produced, determined in accordance with the method and calculated or valued in accordance with the method of the Convention, or with the method on which the Parties have agreed. The value of the hydrocarbons transported and processed shall be determined in accordance with the method on which the Parties have agreed. These charges appear in the accounts of the company."

The following are not deductible from the calculation basis of the proportional mining royalty: all costs other than those set forth in the above paragraph, notably the charges of depreciation and financial costs relative to the investments.

The proportional mining royalty will not be levied on quantities of hydrocarbons utilized in petroleum operations or lost."

**Article 3 Other Terms**

Consequently, all other terms of the Convention and its amendments remain unchanged and fully applicable.

**Article 4 Effective Date**

This Amendment shall be effective retroactive to January 1, 1994 and shall be approved by legislation in accordance with required form.

Executed in Paris, in five (5)  
originals on January 25, 1997

GAR 00142

For the Republic of the  
Congo, the Minister of the  
Economy, Finances and  
Planning

\_\_\_\_\_  
Nguila MOUNGOUNGA NKOMBO

For the Société Nationale de  
Recherches et d'Exploration  
Pétrolières "Hydro-Congo",  
the President and General Manager

\_\_\_\_\_  
Bernard OKIORINA

For CMS NOMECO Congo,  
the General Manager

\_\_\_\_\_  
K. Charsinsky

For The NUEVO Congo Company,  
the President

\_\_\_\_\_  
Michael D. Watford

For Kuwait Foreign Petroleum  
Exploration Co. k.s.c. on behalf  
of KUFPEC (Congo) Limited,  
the President and General Manager

\_\_\_\_\_  
Mahmoud A. AL-RAHMANI

# **EXHIBIT 2**

**FRENCH**

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line (10) for GL0407 \* Pg 1/11  
 DEC-06-2002 11:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.01/11

## AVENANT I A L'ACCORD D'ENLEVEMENT

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Société Nationale des Pétroles du Congo (« SNPC »), venue aux droits de la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (Hydro-Congo), représentée par son Président Directeur Général, Mr. Bruno J.R. ITOUA,

D'une part,

**ET :**

D'autre part,

Les compagnies CMS NOMECO Congo, Inc, venue aux droits de Waker International, Inc., elle même venue aux droits de Amoco Congo Exploration) ("CMS Congo"), représentée par son Président Directeur Général, Mr. Jon M. Ozurgut,

The Nuevo Congo Company, venue aux droits de Amoco Congo Petroleum Co. ("Nuevo Congo"), représentée par son Vice-Président Senior, Mr. Robert M. King,

et NUEVO Congo Ltd, venue aux droits de Kufpac (Congo) Limited) ("Nuevo Ltd."), représentée par son Vice-Président Senior, Mr. Robert M. King,

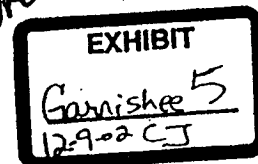
ensemble désignées aux termes des présentes par les "Parties" et individuellement par la "Partie". CMS Congo, Nuevo Congo and Nuevo Ltd. étant parfois collectivement désignés aux termes des présentes comme les "Compagnies Pétrolières Internationales" ou "CPIs".

### IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT:

1. Par décret n° 79/253 du 16 Mai 1979, le Gouvernement de la République du Congo (1<sup>er</sup> Gouvernement) a attribué à la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), un Permis d'Exploration dénommé Marine I.
2. Le 25 Mai 1979, les prédécesseurs aux Parties actuelles et le Gouvernement sont partie à une Convention relative à la zone Marine I (la "Convention");

*[Signature]*

*Jro*



Af-Cap  
 v. The Republic of Congo, et al.  
 A-91-CA-321-SS  
 Plaintiff Exhibit 12

GAR 03426

EXHIBIT 2

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line [10] for 06007 \* Pg 2/11  
 DEC-06-2002 11:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.02/11

3. Le 25 Mai 1979, les prédécesseurs aux Parties actuelles sont partie à un contrat d'Association (le "JOA"), régissant les opérations pétrolières de la zone Marine I;
4. Le 15 mars 1989, le Gouvernement a, par Décret n° 89/211, attribué à la Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), le Gisement dit Yombo-Masako-Youbi, la zone en cours de production couverte par ledit permis étant désignée aux termes des présentes comme le "Gisement Yombo";
5. En Juin 1991, les prédécesseurs aux Parties actuelles avaient commencé la production de pétrole brut à partir du Gisement Yombo, après la mise en service des installations pétrolières marines, ladite production devant être acheminée au moyen d'un réseau de pipelines sous-marin jusqu'à un réservoir central offshore lequel est un navire de stockage flottant destiné à la production, au stockage et au déchargement (ci-après désigné la "Navire de Stockage");
6. Le 20 Septembre 1991, les prédécesseurs aux Parties ont conclu un Accord d'Enlèvement définissant les procédures, les priorités et les règles applicables aux fins de mettre en oeuvre l'enlèvement méthodique et efficace du pétrole brut à partir du Navire de Stockage jusqu'au Navire d'Enlèvement;
7. Le Gouvernement a pris les décrets suivants (ensemble désignés aux termes des présentes "Décrets") concernant la SNPC:
  - Le Décret n° 99-51 du 9 Avril 1999 portant transfert à la SNPC de l'ensemble des actifs pétroliers et des droits directs et indirects, de quelque nature que ce soit, détenus initialement par la société Hydro-Congo, dans toutes les activités relatives à la recherche, à l'exploitation, au traitement et à la transformation des hydrocarbures et des substances dérivées ou connexes.
  - Le Décret n° 99-171 du 18 Septembre 1999 portant transfert des actifs, des droits et des participations détenus directement par l'Etat sur les permis et les contrats pétroliers à la société nationale des pétroles du Congo;
8. Le 14 Octobre 1991, la République du Congo et National Union Fire Insurance Company de Pittsburgh et American International Group ont conclu un Accord de Règlement (l'"Accord de Règlement") en résolution du litige intitulé National Union Fire Insurance Company de Pittsburgh ("NUFI") c/ la République Populaire du Congo, Cause N° 91 C 3172, alors en attente de règlement à la Cour de Justice américaine du district de l'Illinois (le "Litige NUFI").
9. Le 5 Décembre 1991, le Tribunal dans le Litige NUFI, en conformité avec les termes de l'Accord de Règlement, émis un Amendement à l'Arrêté sur Chiffre d'Affaires (l'"Arrêté sur Chiffre d'Affaires") ordonnant à Amoco Congo Exploration Company et Amoco Congo Production Company (devenus CMS NOBECO Congo, Inc. et The Nuevo Congo Company) de payer à NUFI, 50% de la redevance minière (la "Redevance") tel que ce

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line (10) for GLO607 \* Pg 3/11  
 DEC-06-2002 11:52 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.03/11

terme est défini par l'Arrêté sur Chiffre d'Affaires et l'Accord de Règlement) due à la République du Congo en vertu de la Convention et du JOA, intérêts compris.

10. Le 9 Décembre 1991, le Secrétaire d'Etat au Budget de la République du Congo ordonnait pareillement à Amoco Congo Exploration Company et Amoco Congo Production Company de payer à NUFI 50% de la redevance minière due à la République du Congo en vertu de la Convention et du JOA. Depuis lors, CMS NOMECCO Congo, Inc et The NUEVO Congo Company ont conséquemment payé cinquante pour cent (50%) de la redevance minière du Gouvernement à NUFI.

11. Le 30 Octobre 1999, la SNPC notifie CMS Congo, l'Opérateur du Gisement Yombo, en vertu des dispositions des Décrets, de la Convention et du JOA, son intention de commercialiser elle-même sa quote-part de part de pétrole brut disponible du Gisement Yombo. Les Parties ont tenu des réunions informelles et se sont accordées sur le timing et les méthodes permettant à la SNPC d'enlever sa quote-part de pétrole brut en nature. Par courrier en date du 26 Novembre 1999, CMS confirme ces arrangements.

Il est rappelé, à titre d'information, que les procédures correspondant à ces arrangements et reprises à l'article 1.1 ci-dessous ont été mises en pratique depuis l'enlèvement no 82. Les détails des enlèvements depuis l'enlèvement 82 jusqu'à la date d'effet du présent Accord ainsi que les états courants des soldes de Sur/Sous-Enlèvement de la SNPC et des CPIs sont joints en Annexe et incorporés au présent Accord.

12. Les Parties souhaitent maintenant formaliser leur accord de principe sur les procédures et les conditions par lesquelles la SNPC exercera ses droits d'enlever et de commercialiser séparément sa quote-part de pétrole brut disponible en nature.

Le présent Avenant expose complètement les devoirs et obligations en ce qui concerne ses droits d'enlever sa quote-part de pétrole brut en nature et, annule et remplace la lettre du 26 Novembre 1999.

Les termes en lettres capitales doivent avoir la signification qui leur est conférée par les définitions aux termes de cet Avenant, de l'Accord d'Enlèvement, de la Convention ou du JOA.

En conséquence, les Parties acceptent les termes et conditions suivants, qui amendent les termes et conditions de l'Accord d'Enlèvement, en ses dispositions concernées.

#### ARTICLE 1 - APPELS D'ENLEVEMENT

Les procédures définies par les Parties au cours de leurs réunions de Novembre 1999 sont adoptées comme il est dit ci-après.

- 1.1 Les CPIs auront initialement la priorité d'appeler et enlèveront tout le Pétrole Disponible tandis que la SNPC ne fera aucun appel d'enlèvement du Pétrole Disponible mais, progressivement, se constituera un solde de Sous-Enlèvement. La SNPC fera l'appel

Received 12/06/2002 10:18AM In 05:50 on Line (10) for GLO607 \* Pg 4/11  
 DEC-06-2002 11:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.04/11

d'enlèvement du Pétrole Disponible et enlèvera en nature et commercialisera séparément l'enlèvement succédant celui au cours duquel son solde de Sous-Enlèvement SNPC dépassera 275,000 barils, soit la moitié de ce qui aura historiquement été le chargement moyen au cours des enlèvements au Terminal Yombo.

Aux termes des présentes, l'expression "Pétrole Disponible" désigne le brut qui a été traité et stocké dans le Navire de Stockage à l'exclusion des quantités de pétrole brut traité et utilisé par l'Opérateur pour les opérations de production et de maintien des ballasts du Navire de Stockage, et des stocks de Pétrole Hydraté (défini ci-dessous).

- 1.2 En conséquence de son enlèvement, l'en-cours du solde de Sur-Enlèvement de la SNPC sera égal au nombre de barils réellement enlevés, déduction faite du cumul de son solde de Sous-Enlèvement résultant de ses précédents enlèvements, diminué du nombre de barils représentant ses droits pour le présent enlèvement.
- 1.3 Les CPIs se constitueront un solde de Sous-Enlèvement correspondant. Par la suite, les CPIs feront l'appel d'enlèvement et enlèveront à nouveau tout le Pétrole Disponible jusqu'à ce que le solde de Sous-Enlèvement de la SNPC atteigne à nouveau les 275,000 barils, quantité mettant la SNPC en position de prendre le prochain enlèvement.
- 1.4 (1) Dans les dix jours qui suivent la fin de chaque mois, l'Opérateur fournira aux parties les informations ci-après :

- (a) Production totale du mois,
- (b) Pour chaque partie,
  1. La quote-part de pétrole disponible
  2. La production brute,
  3. L'autoconsommation.
- (c) Quantité de pétrole de remboursement,
- (d) Position de stock de chaque partie à la fin du mois.

- (2) Dans les quinze (15) jours à compter de chaque enlèvement, l'Opérateur communiquera aux parties les états courants des soldes de Sous-Enlèvement ou de Sur-Enlèvement.

## ARTICLE 2 AVIS ET DEFAUT D'ENLEVEMENT

- 2.1 Nonobstant les dispositions de l'Article 2 de l'Accord d'Enlèvement, chaque Partie devra donner 25 jours de préavis aux autres Parties de son intention d'effectuer un enlèvement de pétrole brut et préciser une Date Intervalle de 5 jours.

Cette Partie devra alors désigner un Navire d'Enlèvement à 14 jours de la Date Intervalle et donner les 3 jours de Date Intervalle obligatoire conformément aux dispositions de l'Article 2.6 de l'Accord d'Enlèvement.



Received 12/06/2002 10:18AM In 05:50 on line (10) for GLD607 \* Pg 5/11  
 DEC-06-2002 11:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.05/11

La Partie ayant la charge d'enlever devra fournir l'effort de communiquer à l'Opérateur la date précise du commencement de l'Enlèvement afin de permettre à l'Opérateur de faire les arrangements relatifs aux remorqueurs et au personnel. Les Navires d'Enlèvement devront conduire les opérations d'enlèvement en stricte conformité avec les règlements portuaires du Terminal Pétrolier de Yombo, amendements compris.

En vertu de l'Article 2.6 de l'Accord d'Enlèvement, la Partie ayant la charge d'enlever doit fournir toute information que l'Opérateur pourrait raisonnablement demander. En moins de 24 heures après la réception de l'appel d'enlèvement et des informations obligatoires, l'Opérateur informera la Partie concernée si le Navire d'Enlèvement proposé est acceptable ou non.

Si le Navire n'est pas acceptable, la Partie doit désigner un Navire d'Enlèvement de rechange dans un délai de 72 heures.

- 2.2 Si cet avis n'est pas donné à temps, le Navire d'Enlèvement n'est pas désigné à temps, ou si le chargement n'a pas lieu comme programmé, alors, conformément aux dispositions de l'Article 3 de l'Accord d'Enlèvement, l'Opérateur pourra faire d'autres arrangements pour procéder à l'enlèvement et la commercialisation du pétrole brut en conformité avec les dispositions de l'article 5.2 de l'Accord d'enlèvement.

La Partie ainsi en défaut d'enlèvement supportera en conséquence les coûts et les frais associés au chargement réellement encourus, tels que ceux liés aux remorqueurs, au personnel, aux amarages ou pilotage, aux inspecteurs gouvernementaux, au temps d'accostage, sans que cette liste n'ait un caractère limitatif.

### ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'HUILE

La procédure de traitement du pétrole brut Yombo à bord du Navire de Stockage pour le rendre commercialisable comme pétrole brut N°6, engendre des quantités résiduelles de pétrole brut ayant une teneur élevée en soufre, en eau et en sédiments, et doit être commercialisé séparément du Yombo N° 6 (ci-après "Pétrole Hydraté"). Les Parties conviennent de ce que CMS Congo en tant qu'Opérateur se chargera de l'enlèvement et de la commercialisation du Pétrole Hydraté, et reversera aux Parties les produits de cette vente y compris la part de redevance revenant à NUFI.

### ARTICLE 4 ACCORDS DE COMMERCIALISATION

- 4.1 Les Parties acceptent que pour le calcul de la redevance minière, y compris la part de redevance revenant à NUFI, le prix effectif de l'Opérateur issu du contrat de vente en vigueur entre l'Opérateur et l'Acheteur servira de base de calcul aussi longtemps qu'un tel contrat garantira les ventes à un prix concurrentiel et à une entité non affiliée.

En cas de ventes à une filiale de l'Opérateur, la redevance minière sera calculée sur la base d'un prix moyen des ventes internationales identiques de pétrole brut de qualité, de

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on Line [10] for GLO607 \* Pg 6/11  
 DEC-06-2002 11:54 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.06/11

gravité et de coûts de transport équivalents. Le calcul de la redevance stipulé aux termes des présentes remplacent les provisions de l'Annexe II de la Convention.

- 4.2 Les quantités de pétrole à enlever en nature, enlevées conformément aux stipulations du présent Accord d'Enlèvement tel qu'amendé et, commercialisées séparément par la SNPC ("Droits à Huile de la SNPC") désigneront (i) la quote-part de pétrole brut libre du Gouvernement et/ou de la SNPC aux termes de l'Article 9.02 et (ii) de la redevance minière enlevée en nature aux termes de l'article 4.11 du JOA et de leur droit à la redevance minière conformément aux Articles 5.03 et 7 de la Convention telle qu'amendée, déduction faite de la part de la redevance revenant à NUIFI jusqu'à la liquidation de la dette correspondante.
- 4.3 Pour les enlèvements SNPC, les CPIs paieront cash la part de la redevance revenant à NUIFI sur la base du volume enlevé par la SNPC. Ces avances au titre du paiement de la redevance revenant à NUIFI seront imputées au compte avance de la SNPC conformément aux dispositions de l'Article 9 du JOA et seront récupérées par les CPIs sur les ventes futures d'hydrocarbures conformément aux dispositions de l'Article 9.02 du JOA. Les versements à NUIFI continueront à courir jusqu'au remboursement des sommes dues aux termes de l'Accord de Règlement et de l'Arrêté sur le Chiffre d'Affaires.

#### ARTICLE 5 COÛTS ET FRAIS ASSOCIES

- 5.1 La SNPC supportera certains coûts associés à ses enlèvements.

Ces coûts comprenant, et ce de manière non exhaustive, ceux liés aux remorqueurs, personnel, aux opérations d'arrimage et aux frais de transport au terminal (globalement désignés aux termes des présentes "Coûts d'Enlèvement").

Si la SNPC n'acquiesce pas ses coûts d'enlèvement, les Parties conviennent de ce que les CPIs supportent et payent les Coûts d'Enlèvement de la SNPC, sous réserve de remboursement sous la forme de livraison et commercialisation d'une fraction des Droits à Huile de la SNPC, représentant l'équivalent économique des Coûts d'Enlèvement de la SNPC supportés par les CPIs.

- 5.2 En sus de la conservation des dossiers requis par l'Accord d'Enlèvement, l'Opérateur créera et conservera dans ses livres un compte (« le compte Sur et Sous Enlèvements ») dans lequel les Coûts d'Enlèvements de la SNPC payés par les CPIs pour le compte de la SNPC au titre de ses enlèvements seront enregistrés comme dettes de la SNPC vis à vis des CPIs.

La dette de la SNPC vis à vis des CPIs sera remboursée sur la quote-part de la production de pétrole brut revenant à la SNPC.

Received 12/06/2002 10:18AM in 05:50 on line [10] for GL0607 \* Pg 7/11  
 DEC-06-2002 11:54 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.07/11

Au prochain enlèvement succédant celui de la SNPC, les CPIs enlèveront et commercialiseront ce nombre de barils au prix contractuel suffisant pour rembourser leur créance sur la SNPC.

L'Opérateur conservera un dossier dans ses livres afin de comptabiliser les barils équivalents enlevés et commercialisés par les CPIs pour couvrir les Coûts d'Enlèvement de la SNPC. Les barils ainsi vendus diminueront les droits au Pétrole Disponible de la SNPC ainsi que sa Position de Stock comme stipulés dans l'Article 1.4 ci-dessus.

En conformité avec la procédure comptable du JOA, le présent Avenant ne modifie ni ne restreint les droits de la SNPC en tant que non-Opérateur, à faire vérifier les états tenus dans ces livres.

- 5.3 La SNPC pourra choisir de payer ses coûts d'enlèvement et faire ses arrangements pour les remorqueurs, personnel, les amarrages ou pilotages, les inspecteurs gouvernementaux, etc..., en donnant à l'Opérateur par écrit, un préavis de 30 jours avant l'enlèvement.

Cependant, toutes sommes dues par la SNPC enregistrées au compte Sur/Sous dans les livres de l'Opérateur, au titre de ses précédents enlèvements seront payés conformément aux dispositions de l'article 5.2 ci-dessus.

En cas de défaut de paiement par la SNPC de ses coûts d'enlèvement après avoir communiqué son intention de les supporter, les CPIs, par conséquent, acquitteront lesdits coûts, à charge pour l'Opérateur d'inscrire les montants correspondants au compte Sur/Sous Enlèvement de la SNPC. Ces montants seront remboursés suivant les dispositions du présent article 5.

- 5.4 La SNPC fera son affaire de la Taxe Maritime associée à ses propres enlèvements. En conséquence, les CPIs sont affranchies de toute responsabilité au regard des obligations d'acquiescement de la Taxe Maritime relative aux enlèvements réalisés par la SNPC.

#### ARTICLE 6 APPROBATIONS

A l'exception des amendements apportés aux termes des présentes, les Parties réaffirment et ratifient l'Accord d'Enlèvement y compris les stipulations du JOA qui y sont incorporées ou citées en référence, et acceptent d'y être liées et de se conformer à ses clauses y compris, sans se limiter aux, dispositions relatives aux enlèvements et livraisons, aux états fournis par l'Opérateur, au demurrage, au chargement et à l'amarrage, aux mesurages, au risque de perte, au règlement définitif, et autres.

Received 12/06/2002 10:18AM In 05:50 on line (10) for GL0607 \* Pg 9/11  
 DEC-06-2002 11:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.09/11

OVER(UNDER) LIFT CALCULATION  
 YOMBO FIELD LIFTING

DATE	LIFTING	TOTAL QUANTITY BBL	DESCRIPTION	FOREIGN PARTNERS ACTIVITY	FOREIGN PARTNERS BALANCE	SWP ACTIVITY	SWP BALANCE
11/1/00			BEGINNING BALANCE		0		0
11/2/00	01	803,081	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	803,081 52,821 85,870	0 02,040	0 (52,821)	0 (52,821)
			ROYALTIES IN KIND	28,300	00,710	(28,300)	(00,710)
12/21/00	02	548,400	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	548,400 278,500 97,027	0 100,000	0 (27,827)	0 (100,000)
			ROYALTIES IN KIND	21,330	100,000	(21,330)	(100,000)
	QTR 00		ROYALTIES IN KIND	10,770	200,770	(10,770)	(200,770)
12/30/00	03	394,440	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	394,440 200,300 74,340	0 270,000	0 (74,340)	0 (270,000)
			ROYALTIES IN KIND	34,001	200,000	(34,001)	(200,000)
3/30/01	04	602,000	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	602,000 227,027 007,000	0 (210,000)	0 (27,027)	0 (210,000)
			ROYALTIES IN KIND	04,000	(100,000)	(04,000)	(100,000)
			LIFT COST	00,000	(100,000)	0,000	(00,000)
4/2/01	05	70,000	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	70,000 00,000 1,000	0 (100,000)	0 (00,000)	0 (100,000)
	07	434,300	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	434,300 270,000 04,000	0 (120,370)	0 (04,000)	0 (120,370)
			ROYALTIES IN KIND	20,700	(00,000)	(20,700)	(00,000)
	1ST QTR 00		ROYALTIES IN KIND	12,012	(07,000)	(12,012)	(07,000)
	06	520,704	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	520,704 200,000 00,704	0 (21,000)	0 (00,704)	0 (21,000)
			ROYALTIES IN KIND	21,000	0,700	(21,000)	(00,700)
	08	220,102	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	220,102 000,000 00,000	0 70,000	0 (00,000)	0 (70,000)
			ROYALTIES IN KIND	21,000	100,000	(21,000)	(100,000)
	2ND QTR 00		ROYALTIES IN KIND	10,000	100,000	(10,000)	(100,000)
	00	000,712	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	000,712 210,000 70,000	0 100,000	0 (70,000)	0 (100,000)
			ROYALTIES IN KIND	20,000	200,000	(20,000)	(200,000)
	01	004,740	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLIFTING LIFT	004,740 240,000 00,000	0 200,000	0 (00,000)	0 (200,000)
			ROYALTIES IN KIND	20,000	200,000	(20,000)	(200,000)
	02	040,222	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT	040,222 07,000	0 00,000	0 (00,000)	0 (00,000)

GAR 03434

**ENGLISH**

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line 17) for GLO607 \* Pg 1/12  
DEC-06-2002 12:58 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.01/12

**AMENDMENT TO LIFTING AGREEMENT**

**BETWEEN THE UNDERSIGNED:**

The Société Nationale des Pétroles du Congo ("SNPC"), successor to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (Hydro-Congo), represented by its Chairman, Mr. Bruno J.R. ITOUA.

On one part,

**AND:**

On the other hand,

The corporations CMS NOMECO Congo, Inc. successor to Walter International Inc., itself successor to Amoco Congo Exploration ("CMS Congo"), represented by its Chairman, Mr. Jon Ozurgit.

The Nuevo Congo Company successor to Amoco Congo Petroleum Co. ("Nuevo Congo"), represented by its Senior Vice-President, Mr. Robert M. King.

and NUEVO Congo Ltd successor to Kufpec (Congo) Limited ("Nuevo Ltd."), represented by its Senior Vice-President, Mr. Robert M. King.

jointly referred to hereinafter as the "Parties" and individually as the "Party", with CMS Congo, Nuevo Congo and Nuevo Ltd, being sometimes hereinafter collectively referred to as the "International Oil Companies" or "IOC's".

**WHEREAS:**

1. For the decree № 79/253 of the 16th of May 1979, the Government of the Republic of Congo ("the Government") has granted to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO) an Exploration Permit known as "Marine I".
2. On May 25, 1979 the predecessors to the present Parties and the Government executed a Convention relating to the Marine I area (the "Convention");

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 2/12  
 DEC-06-2882 12:58 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.02/12

3. On May 25, 1979, the predecessors to the present Parties executed an Association Contract (the "JOA"), regulating the petroleum operations on the Marine I area;
4. On the 15<sup>th</sup> of March 1989, the Government, via Decree No 89/211, granted to the Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Pétrolières (HYDRO-CONGO), the Field known as the Yombo-Masseko-Youbi, the currently productive area covered by the said permit being hereinafter referred as "Yombo Field";
5. In June 1991, the predecessors to the Parties commenced production of crude oil from the Yombo Field, after the commissioning of the offshore installations, the said production having to be routed through a network of subsea pipelines up to a central offshore tank that is a floating storage vessel intended to the production, storage and unloading of the said crude (hereinafter referred as the "Storage Vessel");
6. On September 20, 1991 the predecessors to the Parties entered into a Lifting Agreement which defined the procedures, priorities and rules applicable in order to implement the methodical and efficient lifting of the crude oil from the Storage Vessel onto the Lifting Vessel;
7. The Government has enacted the following decrees (hereinafter collectively referred to as the "Decrees") regarding SNPC;
  - Decree No 99-51 dated April 9, 1999 transferred to SNPC all the petroleum assets and direct and indirect taxes of whatever kind, formerly held by Hydro-Congo, in all the activities relating to the exploration, the exploitation, the processing and transformation of the hydrocarbons and the derivative or related substances.
  - Decree No 99-171 dated September 18, 1999 transferred to the Société Nationale des Pétroles du Congo the assets, rights and participating interests held directly by the Government on the permits and petroleum contracts;
8. On October 14, 1991, The Republic of Congo and the National Union Fire Insurance Company of Pittsburgh and the American International Group entered into a Settlement Agreement (the "Settlement Agreement") settling a law suit entitled National Union Fire Insurance Company of Pittsburgh ("NUFI") vs. The People's Republic of Congo, Case No 91 C 3172, then pending in the United States District Court for the Northern District of Illinois (the "NUFI Litigation").
9. On December 5, 1991, the Tribunal in the NUFI Litigation, in accordance with the terms of the Settlement Agreement, has issued an Amended Turnover Order (the "Turnover Order") directing Amoco Congo Exploration Company and Amoco Congo Production Company (since renamed CMS NOMECO Congo, Inc. and The Nuevo Congo Company) to pay to NUFI 50% of the mining royalty (the "Royalty") as that term is defined in the

Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line [7] for 610607 \* Pg 3/12  
 DEC-06-2002 12:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.03/12

Turnover Order and Settlement Agreement, due to the Republic of Congo, under the Convention and JOA, interests included.

10. On December 9, 1991, the Secretary of State for the Budget of the Republic of Congo similarly directed Amoco Congo Exploration Company and Amoco Congo Production Company to pay 50% of the mining royalty due to the Republic of Congo under the Convention and JOA, to NUFL. Consequently CMS NOMBECO Congo, Inc and The NUEVO Congo Company have since paid fifty percent (50%) of the Government's share of corresponding mining royalty to NUFL.
11. On October 30, 1999, SNPC was notifying CMS Congo, Operator of Yombo Field, that in accordance with the provisions of the Decree and the Convention and JOA, it intended to market itself its share of crude oil available from Yombo Field. The Parties met informally and agreed in principle to the timing and methods by which SNPC would take its crude oil entitlement in kind. CMS confirmed those understandings by a letter dated November 26, 1999.

For your information, it is reminded that the procedures concerning these arrangements and repeated in the article 1.1 hereunder have been applied since the lifting № 82. The details of the lifting since the lifting № 82 until the effective date of the present Agreement, as well as the actual balance states of Over-Under-Lifting for the SNPC and the IOC's are enclosed in the Annex 1 and incorporated in the present Agreement.

12. The Parties now wish to formalize their agreement in principle on the procedures and conditions by which SNPC will exercise its right to take in kind and separately market its share of crude oil available in kind.

This Amendment completely explain the duties and obligations regarding its rights to take its own share of crude oil in kind and, cancel and replace the letter of November 26, 1999.

Capitalized terms shall have the meaning ascribed to them in definitions within this Amendment, the Lifting Agreement, the Convention or JOA.

NOW THEREFORE the Parties agree to the following terms and conditions which hereby amend the terms and conditions of the Lifting Agreement into these relevant provisions.

#### ARTICLE 1 - LIFTING NOMINATIONS

The procedures defined by the Parties during their meetings of the month of November 1999 are adopted as said hereafter:

- 1.1 The IOC's will initially have priority to nominate and lift all the Available Oil whereas the SNPC will nominate no Available Oil but will progressively accrue a remaining



Received 12/06/2002 11:17AM In 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 4/12  
 DEC-06-2002 12:51 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.04/12

Underlift balance. The SNPC will nominate the Available Oil and will take in kind and separately market the next lifting after the lifting at which SNPC's Underlift balance exceeds 275,000 barrels that is to say one-half of what historically has been an average load during liftings at the Yombo Terminal.

As used herein, the term "Available Oil" shall mean all the oil that has been processed and is in storage on the Storage Vessel except for quantities of such crude oil processed and used by the Operator for production operations and to maintain the ballast of the Storage Vessel as well as any stocks of Wet Crude (defined herein below).

- 1.2 As a result of its lifting, SNPC will incur an Overlift balance equal to the number of barrels actually lifted reduced by its cumulative Underlift balance resulting from its previous lifting, reduced by the number of barrels representing its entitlement from this lifting.
- 1.3 IOC's will build-up a corresponding Underlift balance. Thereafter, the IOC's will again nominate and lift all the Available Oil until the SNPC's Underlift balance reaches against 275,000 barrels, a quantity bringing this one in the position to carry out the next lifting.
- 1.4 (1) Within the ten days following the end of each month, the Operator will provide the following information:
  - (a) Total production of the month.
  - (b) For each party,
    1. The share of available oil,
    2. The crude production,
    3. The autoconsumption.
  - (c) Quantity of refunding oil,
  - (d) Position of each party's stock at the end of each month.

(2) Within fifteen (15) days from each lifting, the Operator will communicate to the parties the current accounts of the Underlift or Overlift balances.

## ARTICLE 2 - NOTICE AND FAILURE TO LIFT

- 2.1 Notwithstanding the provisions of Article 2 of the Lifting Agreement, each Party shall give 25 days advance notice to the other Parties of its intent to conduct a lifting of crude oil and specify a five-day Date Range.

This Party must then nominate a Lifting Vessel within 14 days of the start of the Date Range and give the required three-day Date Range as per the provisions of Article 2.6 of the Lifting Agreement.

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 5/12  
 DEC-06-2002 12:52 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.05/12

The lifting Party shall make the effort to communicate to the Operator a precise date for commencement of the Lifting to allow the Operator to arrange for tugs and personnel. The Lifting Vessels shall conduct lifting operations in strict observance of the Yombo Oil Terminal regulations, including the amendments.

The lifting Party must provide, as per Article 2.6 of the Lifting Agreement, any information that the Operator could reasonably request. Within 24 hours of receiving the lifting nomination and the required information, the Operator will inform the relevant Party if the nominated Lifting Vessel is acceptable or not.

If the Vessel is not acceptable, the Party must nominate an alternate Lifting Vessel within 72 hours.

- 2.2 If this notice is not timely given, the Lifting Vessel is not timely nominated, or if a lifting is not carried out as scheduled, then, in accordance with the provisions of Article 5 of the Lifting Agreement, the Operator may make other arrangements to carry out the lifting and marketing of the crude oil, in accordance with the provisions of article 5.2 of the Lifting Agreement

The Party that defaults lifting in this way will consequently bear all the costs and expenses really incurred, associated with the loading, as those tied to tugboats, personnel, mooring or piloting, governmental inspectors, berthing time, without being a closed list.

### ARTICLE 3 - OIL PROCESSING

The process of treating Yombo crude oil on the Storage Vessel to make it marketable as No. 6 crude oil, generates certain quantities of residual crude oil having high sulfur, sediment and water content and must be marketed separately from Yombo No. 6 (hereinafter "Wet Oil"). The Parties agree that CMS Congo as Operator shall be responsible for causing the Wet Oil to be lifted and marketed and it will pay back to the Parties the proceeds of this sale including the Royalty share coming to NUFIL.

### ARTICLE 4 - MARKETING AGREEMENTS

- 4.1 The Parties agree that for the purpose of calculating mining royalty, including the NUFIL Royalty, the actual price of the Operator, stemming from the current sales contract in force between the Operator and the Purchaser, shall be used as calculation base so long as such contract will guarantee competitive price and has a non affiliated entity.

In the event of sales to an affiliate of the Operator, the mining royalty will be calculated, based on the average price of identical international sales of crude oil of equivalent

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 6/12  
 DEC-06-2002 12:52 ANADARKO CONGO COMPANY 291 251 0192 P.06/12

quality and gravity and transportation costs. The royalty calculation provided herein shall be in lieu of the provisions of Annex II of the Convention.

4.2 Quantities of oil to be taken in kind, in accordance with this Lifting Agreement as amended and, separately marketed by the SNPC ("SNPC Oil Entitlement") will correspond (i) to the Government's and/or SNPC's share of crude oil that is free under Article 9.02 of the JOA and (ii) mining royalty taken in kind under 4.11 of the JOA and their share entitlement to the mining royalty under Articles 5.03 and 7 of the Convention, as amended, decreased by the NUIFI royalty share until the settlement of the corresponding debt.

4.3 For the SNPC's liftings, the IOC's will pay cash the royalty share that comes to NUIFI, on the volume base lifted by the SNPC. These advances as payment of the NUIFI royalty share shall be charged into the SNPC advance account, in accordance with the Article 9 of the JOA and shall be recouped by the IOC's on the future sales of hydrocarbons in accordance with the Article 9.02 of the JOA. The payments to the NUIFI will continue until the refund of the amounts due under the Settlement Agreement and Turnover Order.

#### ARTICLE 5 - LIFTING AND RELATED COSTS

5.1 The SNPC will incur certain costs associated with its liftings.

Those costs include, and are not limited to those tied to the tugs, the personnel, the mooring operations and the costs of transportation to the terminal (collectively referred hereinafter as "Lifting Costs").

If the SNPC does not pay its lifting costs, the Parties agree that the IOC's will bear and pay SNPC's Lifting Costs, subject to reimbursement in the form of the receipt and marketing of a portion of SNPC's Oil Entitlement, representing the economic equivalent of the said Lifting Costs of the SNPC borne by the IOC's.

5.2 In addition to maintaining records required under the Lifting Agreement, the Operator shall create and maintain on its books an accounting ("Over and Under Account") in which SNPC's Lifting Costs paid by the IOC's on behalf of the SNPC on its liftings shall be registered as debts from the SNPC to IOC's.

The debt from SNPC to the IOC's will be repaid out of SNPC's share of the production of crude oil.

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on Line (7) for GLO007 \* Pg 7/12  
 DEC-06-2002 12:53 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.07/12

At the next lifting succeeding a SNPC lifting, the IOC's will lift and market this number of barrels at the contract price sufficient to reimburse their claim from the SNPC.

The Operator shall maintain a record in its accounting books in order to register the equivalent quantities of crude, lifted and sold by the IOC's to defray SNPC's Lifting Costs. The barrels sold this way will reduce SNPC's entitlement to Available Oil as well as its Stock Position as mentioned in Article 1.4 above.

In accordance with the accounting procedure of JOA, this Amendment does not change nor restrict the rights of the SNPC as a non-Operator, to have the statements kept in these books audited.

- 5.3 The SNPC may elect to pay its own lifting costs and make its own arrangements for tug, personnel, mooring or piloting, governmental inspectors, etc. by giving 30 days written notice in advance of its lifting to the Operator.

However any amounts owed by SNPC entered in the Operator's Over and Under account for its previous liftings will be paid in accordance with the terms of Article 5.2 above.

In the event of non-payment by the SNPC of its lifting costs after having given notice of its intent to bear same, the IOC's will consequently pay such costs, subject for the Operator to enter the corresponding amounts to the Over and Under Account of the SNPC. These amounts will be refunded in accordance with the provisions of this article 5.

- 5.4 The SNPC will settle the Maritime Tax associated to its own liftings. Consequently, the IOC's will be discharged of any liability concerning the obligations to settle the Maritime Tax relating to liftings carried out by the SNPC.

#### ARTICLE 6 - APPROVALS

Except for the amendments brought hereby, the Parties re-affirm and ratify the Lifting Agreement, including the provisions from the JOA which are incorporated or quoted as reference and agree to be bound by and to comply with its clauses including, without limitation, the provisions relating to liftings and deliveries, to the statements provided by the Operator, demurrage, loading and mooring, measurements, risk of loss, final settlement, and the like.

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 8/12  
DEC-06-2002 12:53 ANADARKO CONGO COMPANY 291 261 0192 P.08/12

This Amendment cancels and replaces the letter of November 26, 1999 mentioned in point 11 of the preamble, in its provisions contrary to the provisions hereby.

Made in Pointe Noire, on the 4th of July 2001

In as many copies as parties:

**Société Nationale des Pétroles du Congo**

By: \_\_\_\_\_  
Chairman

**CMS NOMECO Congo, Inc.**

By: \_\_\_\_\_  
Chairman

**The Nuevo Congo Company**

By: \_\_\_\_\_  
Senior Vice-President

**NUEVO Congo Ltd.**

By: \_\_\_\_\_  
Senior Vice-President

GAR 03444

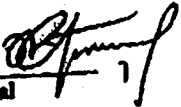
Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line (7) for GL0607 \* Pg 9/12  
DEC-06-2002 12:54 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.09/12

Le présent Avenant annule et remplace la lettre du 26 novembre 1999 visée au point 11 du préambule, en ses dispositions contraires aux présentes.

Fait à Pointe Noire le, 4 juillet 2001.

En autant d'exemplaires originaux que de parties.

Société Nationale des Pétroles du Congo

Par: Beno J.R. ITWA   
Président Directeur Général

CMS NOMECO Congo, Inc.

Par: J. Ochoa  
Président Directeur Général

The Nueva Congo Company

Par: Russ McKing  
Vice-President Senior

NUEVO Congo Ltd.

Par: Russ McKing  
Vice-President Senior

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line [7] for GL0607 \* Pg 10/12  
 DEC-06-2002 12:54 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.10/12

OVER(UNDER) LIFT CALCULATION  
 YOMBO FIELD LIFTING

DATE	LIFTING	TOTAL QUANTITY BBL	DESCRIPTION	FOREIGN PARTNER ACTIVITY	FOREIGN PARTNER BALANCE	WPC ACTIVITY	WPC BALANCE
11/1/00			BEFORE BALANCE				
11/2/00	02	505,001	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	505,001 505,001 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	20,200	20,200	20,200	20,200
12/1/00	03	543,400	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	543,400 543,400 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	21,300	21,300	21,300	21,300
	4QTR 00		ROYALTY IN KIND	10,700	200,700	10,700	200,700
1/2/01	05	504,440	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	504,440 504,440 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	24,100	200,200	24,100	200,200
3/0/01	06	602,000	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	602,000 602,000 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	24,000	190,000	24,000	190,000
			LIFT COST	0	100,000	0	100,000
4/1/01	07	70,000	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	70,000 70,000 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	0	100,000	0	100,000
	07	434,300	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	434,300 434,300 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	20,300	100,000	20,300	100,000
	1ST QTR 01		ROYALTY IN KIND	12,000	87,000	12,000	87,000
	08	600,700	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	600,700 600,700 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	21,000	0	21,000	0
	09	523,100	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	523,100 523,100 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	21,000	100,000	21,000	100,000
	2ND QTR 01		ROYALTY IN KIND	0	110,000	0	110,000
	01	500,710	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT OVERLAP/NO LIFT	500,710 500,710 0	0	0	0
			ROYALTY IN KIND	20,000	200,000	20,000	200,000
	02	540,220	BARRELS LIFTED ENTITLEMENT	540,220 540,220 0	0	0	0

24

JMO

GAR 03446

Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line 171 for GL0607 \* Pg 11/12  
 DEC-06-2002 12:54 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.11/12

		OVERLAPPING LIFT	477,888	(167,378)	477,888	167,378
		ROYALTIES IN KIND	21,888	(125,491)	(21,888)	125,491
		LIFT COST	(7,182)	(125,491)	7,182	125,491
00	87,538	BARRELS LIFTED	87,538		0	
		ENTITLEMENT	25,347		7,182	
		OVERLAPPING LIFT	7,182	(125,491)	(7,182)	125,491
00	413,088	BARRELS LIFTED	413,088		0	
		ENTITLEMENT	221,511		25,347	
		OVERLAPPING LIFT	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		ROYALTIES IN KIND	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
3RD QTR 00		ROYALTIES IN KIND	17,349	(17,349)	(17,349)	17,349
04	608,182	BARRELS LIFTED	608,182		0	
		ENTITLEMENT	254,552		25,347	
		OVERLAPPING LIFT	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		ROYALTIES IN KIND	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
4TH QTR 00		ROYALTIES IN KIND	8,791	(8,791)	(8,791)	8,791
FINAL 00		ROYALTIES IN KIND	(188)	25,448	188	(122,888)
00	600,328	BARRELS LIFTED	600,328		0	
	600,328	ADDITIONAL BARRELS LIFTED	600,328		25,347	
		ENTITLEMENT	254,552		25,347	
		OVERLAPPING LIFT	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		ROYALTIES IN KIND	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		TAX SHARING (LIFT TO 00)	(100,000)	91,888	100,000	(100,000)
1ST QTR 01		ROYALTIES IN KIND	8,888	(8,888)	(8,888)	8,888
00	600,341	BARRELS LIFTED	600,341		0	
	600,341	ADDITIONAL BARRELS LIFTED	600,341		25,347	
		ENTITLEMENT	254,552		25,347	
		OVERLAPPING LIFT	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		ROYALTIES IN KIND	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		TAX SHARING (LIFT 00)	(4,888)	254,188	4,888	(224,447)
01	604,688	BARRELS LIFTED	604,688		0	
	604,688	ADDITIONAL BARRELS LIFTED	604,688		25,347	
		ENTITLEMENT	254,552		25,347	
		OVERLAPPING LIFT	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		ROYALTIES IN KIND	25,347	(25,347)	(25,347)	25,347
		TAX SHARING (LIFT 01) BONUS	(4,718)	211,583	4,718	(228,912)

FORBON PARTNER'S REVENUE PERCENTAGE/ENTITLEMENT - 67.25  
 INFO REVENUE PERCENTAGE/ENTITLEMENT - 12.5%  
 LIFT 00 WAS WEST CRUDE LIFTING AND PROCEEDS AND ROYALTIES WERE PAID IN CASH

*cf* Son revenu resolution problem  
 he' un paiement de la taxe  
 mention.

*Juo*

GAR 03447



Received 12/06/2002 11:17AM in 05:34 on line [7] for GL0607 \* Pg 12/12  
 DEC-06-2002 12:55 ANADARKO CONGO COMPANY 281 261 0192 P.12/12

## SNPC OVER/UNDER CHECK

ACTIVITY	SNLA	ON SNPC	ON SNV
LIR 82	500,081	62,810	
82 royalty			28,200
LIR 83	548,409	67,937	
83 royalty			31,538
LIR 86	594,445	74,308	
86 royalty			34,181
4 qtr 86 royalty			10,781
LIR 86 (snpc)	602,858	(421,058)	(104,481)
86 royalty			34,858
LIR 87 LIR cost	78,028		
LIR 87 remainder	434,208	64,278	
87 royalty			28,788
LIR 88	828,784	66,724	
88 royalty			31,085
1 qtr 88 royalty			12,812
LIR 89	833,182	66,845	
89 royalty			31,888
LIR 90	588,712	73,588	
90 royalty			38,120
2 qtr 90 royalty			19,168
LIR 91	604,743	63,093	
91 royalty			28,833
LIR 92 (snpc)	646,222	(282,405)	(214,884)
92 royalty			31,880
LIR 93 LIR cost	67,538		
LIR 93 remainder	488,683	60,448	
93 royalty			32,400
3 qtr 93 royalty			17,248
LIR 94	688,182	62,020	
94 royalty			28,488
4 qtr 94 royalty			8,781
1999 final roy			(188)
Tax withhold (LIR 70-95)	100,048		(100,048)
LIR 95 remainder	500,283	62,535	
95 royalty			38,885
1 qtr 95 royalty			6,885
LIR 96	600,351	75,044	
Tax withhold (LIR 96)	4,880		(4,880)
96 royalty			35,888
LIR 97 Extra	600,870	75,084	
Tax withhold (LIR 97) Extra	4,918		(4,918)
97 royalty Extra			38,288
	187,781	136,781	328,813 Total Over/Under

GAR 03448

TOTAL P.12

# EXHIBIT 3

## SNPC OVER/UNDER CHECK

date of BL	lifting n°	M/T Vessel	Selling price	BL Qty	ACTIVITIES	BBLs	O/U SNPC	O/U GOV	
1-Nov-99	82	ADAMAS	\$18.9635	500,081	Lit 82	500,081	62,510		
21-Dec-99	83	GOLDEN DESTINY	\$18.8297	543,499	82 royalty Lit 83	543,499	67,937	28,200	
9-Jan-00	85	FOUR SPRING	\$20.7500		83 royalty Lit 85	594,445	74,306	31,339	
8-Mar-00	86	OMIKRON VENTURE	\$21.3523		85 royalty 4 qtr 99 royalty			34,191	293,665 Overliff by SNPC
7-Apr-00	87	GOLDEN DESTINY	\$20.2458	513,235	86 royalty Lit 87 (Lift 86) Lit 87 (Lift 86)	502,899 79,029	62,056 10,751	104,481	602,899
19-May-00	88	ADAMAS	\$22.5417	525,794	Lit 87 remainder 87 royalty Lit 88	434,206	54,276		309,234
6-Jun-00	89	ADAMAS	\$26.8610	533,162	88 royalty 1 qtr 00 royalty Lit 89	525,794	65,724	29,786	
1-Aug-00	90	MARE DORICO	\$23.9665		89 royalty Lit 90	533,162	66,645	31,065	
29-Aug-00	91	GOLDEN DESTINY	\$23.6798	504,743	90 royalty 2 qtr 00 royalty Lit 91	588,712	73,589	31,686	
3-Oct-00	92	GOLDEN DESTINY	\$25.9452	545,223	91 royalty Lit 92 (Lift 91) 92 royalty	504,743	63,093	29,655	7,168 Overliff by SNPC
25-Nov-00	93	GOLDEN DESTINY	\$27.8073	541,129	Lit 93 (Lift 92) Lit 93 remainder 93 royalty	545,223 57,539	60,449	214,727	545,222
23-Jan-01	94	MINERVA NOUNOU	\$25.0921	656,162	Lit 94 94 royalty	483,590	82,020	32,400	538,054
16-Apr-01	95	SCF CHAMPION	\$22.1876	600,329	4 qtr 00 royalty 1999 final roy Tax maritime (Lift 70-95) Lit 95 remainder	656,162		36,455	
23-May-01	96	SCF STAR	\$21.2400	605,341	95 royalty 1 qtr 01 royalty Lit 96	100,046	62,535	188	
2-Jul-01	97	CRUDE BALTIC	\$19.1408	604,988	96 royalty Tax maritime (Lift 96) 2nd qtr 01 royalty Lit 97	500,283	75,044	(100,046)	
9-Aug-01	98	TEEKAY FULMAR	\$18.0863	603,879	97 royalty Tax maritime (Lift 97) Lit 98 (Lift 97) 98 royalty	604,988	75,624	33,685	1,327 Overliff by SNPC
12-Sep-01	99	CRUDE OCEAN	\$19.7603	604,965	Lit 98 remainder 99 royalty Tax maritime (Lift 99)	503,819	35,876	503,819	
26-Oct-01	100	CRUDE OCEAN	\$17.6196	600,295	2000 final roy Lit 100	550,224	146,820	502,492	
3-Dec-01	101	OLYMPIC SPONSOR	\$14.2922	550,003	100 royalty Tax maritime (Lift 100) 3rd qtr 01 royalty Lit 101	594,903	74,363	35,469	
25-Dec-01	102	ALMUDAINA	\$14.8737	728,770	101 royalty Tax maritime (Lift 101) Lit 102	543,264	67,908	31,395	86,267 Overliff by SNPC
10/25/2004					102 royalty	720,224	90,028	41,397	550,003

EXHIBIT 3

## SNPC OVER/UNDER CHECK

date of BL	lifting n°	M/T Vessel	Selling price	BL Qty	ACTIVITIES	BBLs	O/U SNPC	O/U GOV	
10-Feb-02	103	GENMAR SPIRIT	\$13.6983	550,003	Tax maritime (Lift 102) Lift 103 (Snpp) 103 royalty 4th qtr 02 royalty Lift 103 (Snpp)	8,546 550,003 31,051 18,613	(8,546) (184,798) 31,051 18,613	298,938 184,798	
28-Mar-02	104	GENMAR LEONIDAS	\$18.9375	619,839	Lift 104 remainder 104 royalty Tax maritime (Lift 104) 1st qtr 02 royalty Lift 105 105 royalty Tax maritime (Lift 105) 2nd qtr 02 royalty Lift 106 106 royalty Tax maritime (Lift 106) Lift 107 107 royalty Tax maritime (Lift 107) Lift 108 108 royalty Tax maritime (Lift 108)	550,820 68,853 5,752 614,126 4,765 306,130 2,491 246,133 1,999 824,465 5,909	68,853 5,752 76,766 37,011 (4,765) 2,368 35,752 (2,491) 28,744 (1,999) 98,919 (5,909)	164,798 463,736	
25-May-02	105	GENMAR LEONIDAS	\$22.8714	618,891	Lift 105 Tax maritime (Lift 105) 2nd qtr 02 royalty Lift 106 106 royalty Tax maritime (Lift 106) Lift 107 107 royalty Tax maritime (Lift 107) Lift 108 108 royalty	614,126 4,765 306,130 2,491 246,133 1,999 824,465 5,909	76,766 37,011 (4,765) 2,368 35,752 (2,491) 28,744 (1,999) 98,919 (5,909)	298,938 184,798	
2-Jul-02	106	STAR OHIO	\$21.6935	308,621	Lift 106 106 royalty Tax maritime (Lift 106) Lift 107 107 royalty Tax maritime (Lift 107) Lift 108 108 royalty	306,130 2,491 246,133 1,999 824,465 5,909	38,266 2,491 246,133 30,767 103,058 98,919 (5,909)	35,752 (2,491) 28,744 (1,999) 98,919 (5,909)	463,736
8-Jul-02	107	STAR OHIO	\$22.5400	248,132	Lift 107 107 royalty Tax maritime (Lift 107) Lift 108 108 royalty	246,133 1,999 824,465 5,909	30,767 103,058 98,919 (5,909)	28,744 (1,999) 98,919 (5,909)	463,736
18-Aug-02	108	GENMAR ALTA	\$24.5757	830,374	Lift 108 108 royalty Tax maritime (Lift 108)	824,465 5,909	103,058 98,919 (5,909)	103,058 98,919 (5,909)	463,736
27-Sep-02	109	NOTRE DAME	\$25.1718	604,863	Lift 109 (Snpp) 109 royalty 3rd qtr 02 royalty Lift 109 (Snpp)	604,863 50,981 695,856 86,982	(253,260) 73,082 39,918 86,982	276,022	463,736
26-Nov-02	110	ALTAR VOYAGER	\$23.5380	752,409	Lift 110 remainder 110 royalty Tax maritime (Lift 110) Lift 111 111 royalty Tax maritime (Lift 111) Lift 112 112 royalty 4th qtr 02 royalty Tax maritime (Lift 112) Lift 113 (Snpp) 113 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 113 (Snpp)	752,409 5,572 614,566 3,458 730,617 4,067 550,026 65,243 28,014	86,982 5,572 76,821 75,373 (3,458) 91,327 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	89,859 (5,572) 75,373 (3,458) 89,805 15,521 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	276,022
18-Jan-03	111	VIRGO VOYAGER 18-Jan-03	\$31.2184	618,024	Lift 111 111 royalty Tax maritime (Lift 111) Lift 112 112 royalty 4th qtr 02 royalty Tax maritime (Lift 112) Lift 113 (Snpp) 113 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 113 (Snpp)	614,566 3,458 730,617 4,067 550,026 65,243 28,014	76,821 75,373 (3,458) 91,327 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	89,859 (5,572) 75,373 (3,458) 89,805 15,521 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	276,022
3-Mar-03	112	KYEEMA SPIRIT 5-Mar-03	\$31.5730	734,684	Lift 112 112 royalty 4th qtr 02 royalty Tax maritime (Lift 112) Lift 113 (Snpp) 113 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 113 (Snpp)	730,617 4,067 550,026 65,243 28,014	91,327 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	89,805 15,521 (4,067) (370,482) 65,243 28,014	276,022
2-Apr-03	113	AE BEAN SPIRIT 11-Apr-03	\$20.1650	550,026	Lift 113 (Snpp) 113 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 113 (Snpp)	550,026 65,243 28,014	(110,811) 65,243 28,014	370,482	276,022
20-06-2003	114	VIRGO VOYAGER 20-Jun-03	\$25.0400	802,770	Lift 114 114 royalty Tax maritime (Lift 114) Lift 115 (Snpp) 115 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 115 (Snpp)	808,801 101,100 6,046 550,026 65,243 28,014	101,100 6,046 (259,553) 65,243 27,802 (370,482) 65,243 28,014	104,326 (6,046) (191,737) 65,243 27,802 (370,482) 65,243 28,014	191,737
10/25/2004	116	ALMUDAINA 3-Oct-03	\$25.7937	811,437	Lift 116 116 royalty 3rd qtr 03 royalty Tax maritime (Lift 116) Lift 117 117 royalty Tax maritime (Lift 117) Lift 118 (Snpp) 118 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 118 (Snpp)	759,420 94,928 5,494 583,782 85,473 81,033 4,634 600,003 255,703 51,977 627,604	94,928 85,473 81,033 (4,634) (259,300) 70,357 33,946	93,807 10,732 (5,494) 81,033 (4,634) (259,300) 70,357 33,946	269,300
	117	HARMONY 25-Nov-03	\$25.9975	668,416	Lift 117 117 royalty Tax maritime (Lift 117) Lift 118 (Snpp) 118 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 118 (Snpp)	668,416 51,977 627,604	85,473 81,033 (4,634) (259,300) 70,357 33,946	93,807 10,732 (5,494) 81,033 (4,634) (259,300) 70,357 33,946	269,300
	118	ASTRO SCULPTOR 12-Jan-04	\$25.7450	600,003	Lift 118 (Snpp) 118 royalty 2nd qtr 03 royalty Lift 118 (Snpp)	600,003 255,703 51,977 627,604	(255,703) 70,357 33,946	(259,300) 70,357 33,946	269,300
	119	STELLAR VOYAGER	\$23.3595	676,975	Lift 119	627,604	78,451		

## SNPC OVER/UNDER CHECK

date of BL	lifting n°	MT Vessel	Selling price	BL Qty	ACTIVITIES	BBLs	O/U SNPC	O/U GOV
120		10-Mar-04 STELLAR VOYAGER 3-May-04	\$29,6189	650,069	119 royalty Tax maritime (Lift 119) Lift 120 120 royalty 1 st Qtr 04 royalty Tax maritime (Lift 120)	650,069	81,259	80,083 (5,084)  77,063 28,613 (3,841)
121		GENMAR CONSTANTINE 16-Jun-04	\$29,7060	660,022	Lift 121 (SNPC) Lift 121 (GOV) Lift 121 (SNPC) Lift 121 (GOV)	660,022	(208,572)	(281,147) 67,115
122		SEBAROK SPIRIT 18-Aug-04	\$27,2151	610,853	Lift 122 122 royalty 2nd qtr 04 royalty - estimation Tax maritime (Lift 120) Lift 123 123 royalty Tax maritime (Lift 120) 3rd qtr 04 royalty - estimation	610,853 566,760	70,845	73,723 29,139 (3,915)  80,689 (4,170) 28,202
123		MT BRITISH HOLLY 27-Sep-04	\$27,4730	654,677		654,677	81,835	
							(64,025)	270,763
							206,158	Total Over/Under

**Explanation:**

- 1) Nomeco Lifting: bbls belong to SNPC = 12.5% of total bbls lifted. See example lift 90 above.
- 2) Nomeco Lifting Immediately After SNPC lifting: divide into two portions -> lifting cost and remainder.  
a) Lifting cost calculate as (\$200,000/sales price)/12.5%. These bbls do not go to SNPC or Gov. Reconciliation to be done bbls received (real lifting costs).  
b) Remainder: bbls belong to SNPC = 12.5% of (total bbls lifted minus lifting cost bbls calculated in (a)).  
See example lift 93 above.
- 3) Royalties: bbls belong to government = in kind royalty bbls from each royalty declaration.  
See example in any of the royalty entry above.
- 4) SNPC Lifting: separate to government and SNPC share  
a) Government share = (total government O/U balance since last SNPC lifting).  
b) SNPC share = (total bbls lifted) \* (87.5%) less amount calculated for government in (a).  
See example lift 86 above.